

dial qui a entraîné une demande de nombreux produits, ce qui a épuisé les stocks disponibles.

M. Gillies: Et l'Allemagne? Le député a-t-il envisagé la situation de ce pays-là?

M. Abbott: Comme le prix du pétrole a quadruplé, le problème s'est compliqué d'autant. C'est un fait reconnu et le gouvernement a agi en conséquence. Comme le ministre des Finances (M. Turner) l'a souvent signalé, la force principale et contraignante de l'inflation vient maintenant de la montée en flèche des salaires, étant donné que les salariés de tous les pays demandent instamment des augmentations pour pouvoir faire face à la hausse du coût de la vie.

M. Gillies: Les règlements de différends sur les salaires au Canada marquent une augmentation de 100 p. 100 sur ceux des États-Unis.

M. Abbott: Il ne s'agissait nullement d'imputer aux salariés canadiens les pressions inflationnistes courantes pour pouvoir leur imposer le gros du fardeau que représentait le ralentissement de l'inflation au Canada. Pas du tout. Il s'agissait simplement de la constatation d'un fait. Dans son exposé économique de décembre 1974, l'OECD en arrive à la même conclusion, et signale que la hausse du pétrole et des autres denrées au début de l'année a été le facteur primordial de l'inflation mais que maintenant, c'est le relèvement des salaires qui maintient l'inflation à un niveau à peu près aussi élevé.

Joe Morris, président du Congrès du travail, signalait il n'y a pas longtemps, au cours d'une entrevue publiée dans le *Financial Times*, que ce n'est pas la première fois que la hausse des salaires constitue la principale source des pressions inflationnistes au stade actuel du cycle économique. C'est une réaction normale de l'économie, ajoutait-il. Personne ne tient à voir son niveau de vie éffrité par l'inflation, pas même les députés. Il faut s'attendre à ce que tous les Canadiens cherchent à obtenir une augmentation assez considérable de leur revenu pour pouvoir faire face au moins à la hausse des coûts. Le gouvernement comprend ce désir et tâche de le satisfaire non seulement par des paroles mais par des actes. Grâce à des mesures de toutes sortes—subventions dans le cas de denrées de base, réduction et suppression de la taxe de vente, mesures de protection à l'égard des épargnes et une augmentation considérable des prestations d'assistance sociale, comme les allocations familiales et les pensions de vieillesse —le gouvernement a déployé de multiples efforts pour soutenir le niveau de vie des Canadiens.

Le gouvernement appuie fermement les dispositions visant au redressement périodique destiné à garantir que les traitements et les salaires augmentent au même rythme que le coût de la vie étant donné l'inflation actuelle. Ce qui est dangereux, c'est que certains groupes de notre économie pourraient ne pas se contenter de suivre la cadence des hausses du coût de la vie et demander à titre de protection des augmentations de revenu, de quelque source que ce soit, bien supérieures à toute hausse prévisible du niveau d'inflation. Si des demandes de ce genre se généralisaient, elles entraîneraient, de fait, une hausse encore plus élevée du coût de la vie.

C'est l'opinion de bien des députés de ce côté-ci de la Chambre y compris le ministre des Finances, et celle d'autres tribunes. Le président du Conseil canadien du travail a signalé dans un message du Nouvel An que certains groupes au Canada pouvaient avoir tendance à veiller uniquement à leurs propres intérêts afin de se

L'inflation

protéger de l'inflation, souvent sans se préoccuper ou se rendre compte du fait qu'ils nuisent ainsi à d'autres groupes et, par conséquent, à leur propre cause. C'est justement pour éviter ce danger que le gouvernement fédéral a entrepris une série de discussions avec divers groupes de l'économie...

M. Stanfield: Pour en arriver au prétendu consensus.

M. Abbott: ... discussions dont se moque le chef de l'opposition (M. Stanfield), mais qui visent à conclure un accord au sujet d'objectifs nationaux pour faire baisser régulièrement le niveau de l'inflation et à déterminer des moyens pratiques et acceptables d'atteindre ces objectifs.

M. Stanfield: Quels sont-ils?

M. Abbott: Le critique financier conservateur a énoncé son credo, pourtant on peut dire que le gouvernement a pris des mesures positives.

M. Stanfield: Oui, et quelles sont-elles? A quoi pouvons-nous nous attendre?

M. Abbott: Il ne sera pas facile de conclure un accord de ce genre. Cela ne l'a jamais été. Il n'a pas été facile de régler la grève qui a pris fin hier soir. Il a fallu beaucoup de patience. Les discours prononcés hier soir par les membres de la loyale opposition de Sa Majesté n'ont rien fait pour régler la grève. Elle a été réglée par le gouvernement, grâce à des négociations et à des consultations. Cette consultation et ces discussions, dont se moquent le chef de l'opposition et ses partisans, sont le seul moyen de conclure un accord et d'obtenir la stabilité dont le Canada et le monde ont tellement besoin.

Une voix: Vous ne pensez pas ce que vous dites.

M. Abbott: J'estime que nous devrions envisager de nous engager dans cette voie. A la vérité, la situation n'est plus du tout ce qu'elle était. C'est un fait que celle avec laquelle l'économie mondiale est aux prises actuellement est infiniment plus critique que toutes celles que nous avons connues depuis la guerre. La méthode traditionnelle qui consistait à freiner l'inflation en ralentissant un bon coup la croissance économique est de moins en moins efficace. Qui plus est, nous ne saurions accepter le chômage qui en serait le prix, d'autant plus que le nombre des travailleurs au Canada augmente infiniment plus rapidement que dans n'importe quel autre pays du monde.

M. Gillies: Quelles sornettes!

M. Abbott: Nos vis-à-vis ont beau pousser des grognements de dépit, il faut se rendre à l'évidence. D'autres pays, y compris les États-Unis et la Grande-Bretagne, se rendent compte que le prix à payer est trop élevé. L'expérience enseigne que le contrôle général des prix et des salaires n'est pas non plus une solution satisfaisante, du fait qu'il ralentit la croissance économique et qu'il contribue à la longue à attiser l'inflation plus plutôt qu'à l'éteindre.

M. Gillies: Nous sommes assaillis à la fois par l'inflation et le chômage.

M. Abbott: Cette méthode en vue de régler la situation économique a obtenu l'adhésion du chef de l'opposition et de son critique financier.